



Center *for* Research Libraries
GLOBAL RESOURCES NETWORK

The Center for Research Libraries scans to provide digital delivery of its holdings. In some cases problems with the quality of the original document or microfilm reproduction may result in a lower quality scan, but it will be legible. In some cases pages may be damaged or missing. Files include OCR (machine searchable text) when the quality of the scan and the language or format of the text allows.

If preferred, you may request a loan by contacting Center for Research Libraries through your Interlibrary Loan Office.

Rights and usage

Materials digitized by the Center for Research Libraries are intended for the personal educational and research use of students, scholars, and other researchers of the CRL member community. Copyrighted images and texts may not be reproduced, displayed, distributed, broadcast, or downloaded for other purposes without the expressed, written permission of the copyright owner.

Center for Research Libraries

Identifier: 03c1ccbd-3afa-44e3-840c-113266a8a2aa

Range: Scans 001 - 040

Downloaded on: 2022-05-25 02:37:26

AFRICA. No. 7 (1890).

GENERAL ACT

OF THE

BRUSSELS CONFERENCE,

1889-90;

WITH ANNEXED DECLARATION.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
August 1890.*

LONDON:

PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE AND SPOTTISWOODE, EAST HARDING STREET, FLEET STREET, E.C., AND
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; OR
ADAM AND CHARLES BLACK, 6, NORTH BRIDGE, EDINBURGH; OR
HODGES, FIGGIS, & Co., 104, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[C.—6048.] Price 4d.

General Act of the Brussels Conference, 1889-90; with Annexed
Declaration.

Mr. Gosselin to the Marquis of Salisbury.—(Received July 7.)

My Lord,

Brussels, July 5, 1890.

I HAVE the honour to inclose copy of the General Act of the Brussels Conference, together with the separate Declaration, signed the same day, authorizing the conditional establishment of import duties not exceeding 10 per cent. on the value of the merchandize imported.

I have, &c.
(Signed) MARTIN GOSSELIN.

Inclosure.

Acte Général de la Conférence de Bruxelles.

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

SA Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie;

Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo;

Le Président des États-Unis d'Amérique;

Le Président de la République Française;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes;

Sa Majesté le Roi d'Italie;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, &c.;

Sa Majesté le Schah de Perse;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c.;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, &c.;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar;

Également animés de la ferme volonté de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la Traite des Esclaves Africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique, et d'assurer à ce vaste Continent les bienfaits de la paix et de la civilisation;

Voulant donner une sanction nouvelle aux décisions déjà prises dans le même sens et à diverses époques par les Puissances, compléter les résultats qu'elles ont obtenus et

arrêter un ensemble de mesures qui garantissent l'accomplissement de l'œuvre qui fait l'objet de leur commune sollicitude ;

Ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

[*Note.*—The names will be inserted when the Act is printed with the Protocols.]

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :—

CHAPITRE I.—PAYS DE TRAITE. MESURES À PRENDRE AUX LIEUX D'ORIGINE.

ARTICLE I.

Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la Traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants :—

1. Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux, et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le Protectorat des nations civilisées ;
2. Établissement graduel, à l'intérieur, par les Puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme ;
3. Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme ;
4. Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives ;
5. Établissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;
6. Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;
7. Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées, et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la Traite.

ARTICLE II.

Les stations, les croisières intérieures organisées par chaque Puissance dans ses eaux et les postes qui leur servent de ports d'attache, indépendamment de leur mission principale, qui sera d'empêcher la capture d'esclaves et d'intercepter les routes de la Traite, auront pour tâche subsidiaire :—

1. De servir de point d'appui et au besoin de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le Protectorat de l'État de qui relève la station, aux populations indépendantes, et temporairement à toutes autres en cas de danger imminent ; de mettre les populations de la première de ces catégories à même de concourir à leur propre défense ; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ;
2. De prêter aide et protection aux entreprises du commerce, d'en surveiller la légalité en contrôlant notamment les contrats de service avec les indigènes et de préparer la fondation de centres de culture permanents et d'établissements commerciaux ;
3. De protéger, sans distinction de culte, les Missions établies ou à établir ;
4. De pourvoir au service sanitaire et d'accorder l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la Traite.

ARTICLE III.

Les Puissances qui exercent une souveraineté ou un Protectorat en Afrique, confirmant et précisant leurs déclarations antérieures, s'engagent à poursuivre, graduellement, suivant que les circonstances le permettront, soit par les moyens indiqués ci-dessus, soit par tous autres qui leur paraîtront convenables, la répression de la Traite, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Toutes les fois qu'elles le jugeront possible, elles prêteront leurs bons offices aux Puissances qui, dans un but purement humanitaire, accompliraient en Afrique une mission analogue.

ARTICLE IV.

Les Puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des Protectorats en Afrique pourront toutefois déléguer à des Compagnies munies de Chartes, tous ou partie des engagements qu'elles assument en vertu de l'Article III. Elles demeurent néanmoins directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent Acte Général et en garantissent l'exécution.

Les Puissances promettent accueil, aide et protection aux Associations nationales et aux initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la Traite, sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

ARTICLE V.

Les Puissances Contractantes s'obligent, à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent Article, à édicter ou à proposer à leurs Législatures respectives, dans le délai d'un an au plus tard à partir de la date de la Signature du présent Acte Général, une Loi rendant applicables, d'une part, les dispositions de leur législation pénale qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et coopérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence ; et, d'autre part, des dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs, et marchands d'esclaves.

Les coauteurs et complices des diverses catégories péçifiées ci-dessus de capteurs et trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs.

Les coupables qui se seraient soustraits à la juridiction des autorités du pays où les crimes ou délits auraient été commis seront mis en état d'arrestation soit sur communication des pièces de l'instruction de la part des autorités qui ont constaté les infractions, soit sur toute autre preuve de culpabilité, par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle ils seront découverts, et tenus sans autre formalité à la disposition des Tribunaux compétents pour les juger.

Les Puissances se communiqueront, dans le plus bref délai possible, les Lois ou Décrets existants ou promulgués en exécution du présent Article.

ARTICLE VI.

Les esclaves libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du Continent, seront renvoyés, si les circonstances le permettent, dans leur pays d'origine ; sinon, l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

ARTICLE VII.

Tout esclave fugitif qui, sur le Continent, réclamera la protection des Puissances Signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles, ou à bord des bâtiments de l'État naviguant sur les lacs et rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'État.

ARTICLE VIII.

L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de Traite et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience

ayant prouvé manifestement que la conservation des populations Africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les Puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles, et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus à l'Article suivant, interdite dans les territoires compris entre le 20° parallèle nord et le 22° parallèle sud et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique, vers l'est à l'Océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

ARTICLE IX.

L'introduction des armes à feu et de leurs munitions, lorsqu'il y aura lieu de l'autoriser dans les possessions des Puissances Signataires qui exercent des droits de souveraineté ou de Protectorat en Afrique, sera réglée, à moins qu'un régime identique ou plus rigoureux n'y soit déjà appliqué, de la manière suivante, dans la zone déterminée à l'Article VIII.

Toutes armes à feu importées devront être déposées aux frais, risques, et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'Administration de l'État. Aucune sortie d'armes à feu ni de munitions importées ne pourra avoir lieu des entrepôts sans l'autorisation préalable de l'Administration. Cette autorisation sera, sauf les cas spécifiés ci-après, refusée pour la sortie de toutes armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entière ou en pièces détachées, de leurs cartouches, des capsules ou d'autres munitions destinées à les approvisionner.

Dans les ports de mer et sous les conditions offrant les garanties nécessaires, les Gouvernements respectifs pourront admettre aussi les entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex, et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

Indépendamment des mesures prises directement par les Gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des exceptions pourront être admises, à titre individuel, pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées, ou vendues à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Toute arme, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, sera enregistrée et marquée par l'autorité préposée au contrôle, qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'armes, indiquant le nom du porteur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis, révocables en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

La règle ci-dessus établie de l'entrée en entrepôt s'appliquera également à la poudre.

Ne pourront être retirés des entrepôts pour être mis en vente que les fusils à silex non rayés ainsi que les poudres communes dites de traite. A chaque sortie d'armes et de munitions de cette nature destinées à la vente, les autorités locales détermineront les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les régions atteintes par la Traite seront toujours exclues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'obligeront à présenter à l'Administration, tous les six mois, des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les dites armes à feu et les poudres déjà vendues, ainsi que les quantités qui restent en magasin.

ARTICLE X.

Les Gouvernements prendront toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente, et au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage vers les régions où sévit la Traite.

L'autorisation de transit, dans les limites de la zone spécifiée à l'Article VIII, ne pourra être refusée lorsque les armes et munitions doivent passer à travers le territoire d'une Puissance Signataire ou adhérente occupant la côte, vers des territoires à l'intérieur placés sous la souveraineté ou le Protectorat d'une autre Puissance

Signataire ou adhérente, à moins que cette dernière Puissance n'ait un accès direct à la mer par son propre territoire. Si cet accès était complètement interrompu, l'autorisation de transit ne pourra non plus être refusée. Toute demande de transit doit être accompagnée d'une déclaration émanée du Gouvernement de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur, et certifiant que les dites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter, exceptionnellement et provisoirement, le transit des armes de précision et des munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

ARTICLE XI.

Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

ARTICLE XII.

Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires afin que les contrevenants aux défenses établies par les Articles VIII et IX soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

ARTICLE XIII.

Les Puissances Signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'Article VIII, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de la dite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

ARTICLE XIV.

Le régime stipulé aux Articles VIII à XIII inclusivement restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux en deux ans.

CHAPITRE II.—ROUTES DES CARAVANES ET TRANSPORTS D'ESCLAVES PAR TERRE.

ARTICLE XV.

Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la Traite, les stations, croisières, et postes dont l'établissement est prévu à l'Article II et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'Article IV par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

ARTICLE XVI.

Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone

voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances souveraines ou protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'Article III, par les autorités dont relèvent les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et de libérer les esclaves.

ARTICLE XVII.

Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

Les caravans débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.

ARTICLE XVIII.

Dans les possessions de chacune des Puissances Contractantes, l'Administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

ARTICLE XIX.

Les dispositions pénales prévues à l'Article V seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis au cours des opérations qui ont pour objet le transport et le Trafic des Esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte Général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la Traite.

CHAPITRE III.—RÉPRESSION DE LA TRAITE SUR MER.

§ I. *Dispositions Générales.*

ARTICLE XX.

Les Puissances Signataires reconnaissent l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions ayant pour objet d'assurer plus efficacement la répression de la Traite dans la zone maritime où elle existe encore.

ARTICLE XXI.

Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'Océan Indien (y compris celles du Golfe Persique et de la Mer Rouge), depuis le Béloutchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilimane), et, d'autre part, une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalane jusqu'au point de rencontre avec le 26° degré de latitude sud ; se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'Ile de Madagascar par l'est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du Cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Béloutchistan, en passant à 20 milles au large du Cap Raz-el-Had.

ARTICLE XXII.

Les Puissances Signataires du présent Acte Général, entre lesquelles il existe des Conventions particulières pour la suppression de la Traite, se sont mises d'accord pour restreindre les clauses de ces Conventions concernant le droit réciproque de visite, de recherche, et de saisie des navires en mer, à la zone susdite.

ARTICLE XXIII.

Les mêmes Puissances sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.
Cette stipulation sera révisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité.

ARTICLE XXIV.

Toutes les autres dispositions des Conventions conclues entre les dites Puissances pour la suppression de la Traite, restent en vigueur pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Acte Général.

ARTICLE XXV.

Les Puissances Signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavillon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs.

ARTICLE XXVI.

Les Puissances Signataires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le prompt échange des renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la Traite.

ARTICLE XXVII.

Un Bureau International au moins sera créé; il sera établi à Zanzibar. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à lui faire parvenir tous les documents spécifiés à l'Article XLI, ainsi que les renseignements de toute nature susceptibles d'aider à la répression de la Traite.

ARTICLE XXVIII.

Tout esclave qui se sera réfugié à bord d'un navire de guerre sous pavillon d'une des Puissances Signataires sera immédiatement et définitivement affranchi, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou délit de droit commun.

ARTICLE XXIX.

Tout esclave retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène aura le droit de réclamer sa liberté.

Son affranchissement pourra être prononcé par tout agent d'une des Puissances Signataires, à qui le présent Acte Général confère le droit de contrôler l'état des personnes à bord des dits bâtiments, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, si un crime ou délit de droit commun a été commis par lui.

§ II. *Règlement concernant l'Usage du Pavillon et la Surveillance des Croiseurs.*

1. *Règles pour la Concession du Pavillon aux Bâtiments Indigènes, le Rôle d'Equipage, et le Manifeste des Passagers Noirs.*

ARTICLE XXX.

Les Puissances Signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'Article XXI, et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

ARTICLE XXXI.

La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes :—

1. Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène ;
2. Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'Océan Indien, de la Mer Rouge, ou du Golfe Persique.

ARTICLE XXXII.

L'autorisation d'aborder le pavillon d'une des dites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes :—

1. Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs ;
2. Ils sont tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ;
3. Les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de Traite.

ARTICLE XXXIII.

L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra toujours être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

ARTICLE XXXIV.

L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints en caractères latins à la poupe, et là ou les lettres initiales de son port d'attache, ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, seront imprimés en noir sur les voiles.

ARTICLE XXXV.

Un rôle d'équipage sera délivré au capitaine du bâtiment au port de départ par l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes :—

1. Le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivré ;
2. Aucun Noir ne pourra être engagé comme matelot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte la pavillon ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre ;
3. Cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mousques ne soit pas anormale par rapport au tonnage ou au gréement des bâtiments ;
4. L'autorité qui aura interrogé les hommes préalablement à leur départ les inscrira sur le rôle d'équipage, où ils figureront avec le signalement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom ;
5. Afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque distinctive.

ARTICLE XXXVI.

Lorsque le capitaine du bâtiment désirera embarquer des passagers Noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité territoriale. Les passagers seront interrogés et, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants Noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honora-

bilité serait notoire. Au départ le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci-dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

ARTICLE XXXVII.

A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, devant l'autorité territoriale, le rôle d'équipage et, s'il y a lieu, les manifestes de passagers antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche, et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste, et fera l'appel des passagers.

ARTICLE XXXVIII.

Sur le littoral Africain et dans les îles adjacentes, aucun passager noir ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant d'une des Puissances Signataires.

Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'Article XXI, aucun passager noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant d'une des Hautes Parties Contractantes et sans que cette autorité assiste au débarquement.

Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs, ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculpé fait relâche.

ARTICLE XXXIX.

Les prescriptions des Articles XXXV, XXXVI, XXXVII, et XXXVIII, ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement, ayant un maximum de dix hommes d'équipage, et qui satisferont à l'une des deux conditions suivantes :—

1. S'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales ;
2. Se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale, sans s'éloigner de la côte à plus de 5 milles.

Ces différents bateaux recevront, suivant les cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité Consulaire, une licence spéciale, renouvelable chaque année et révoquée dans les conditions prévues à l'Article XL, et dont le modèle uniforme, annexé au présent Acte Général, sera communiqué au Bureau International de Renseignements.

ARTICLE XL.

Tout acte ou tentative de Traite, légalement constaté à la charge du capitaine, armateur, ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter le pavillon d'une des Puissances Signataires, ou ayant obtenu la licence prévue à l'Article XXXIX, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du Chapitre III seront punies, en outre, des pénalités édictées par les Lois et Ordonnances Spéciales à chacune des Puissances Contractantes.

ARTICLE XLI.

Les Puissances Signataires s'engagent à déposer au Bureau International de Renseignements les modèles types des documents ci-après :—

1. Titre autorisant le port du pavillon ;
2. Rôle d'équipage ;
3. Manifeste des passagers noirs.

Ces documents, dont la teneur peut varier suivant les Règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants, libellés dans une langue Européenne :—

1. En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon :

(a.) Le nom, le tonnage, le gréement, et les dimensions principales du bâtiment ;

- (b.) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache ;
- (c.) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

2. En ce qui concerne le rôle d'équipage :

- (a.) Le nom du bâtiment, du capitaine, et de l'armateur ou des propriétaires ;
- (b.) Le tonnage du bâtiment ;
- (c.) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination, ainsi que les renseignements spécifiés à l'Article XXV.

3. En ce qui concerne le manifeste des passagers noirs :

Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements indiqués à l'Article XXXVI, et destinés à bien identifier les passagers.

Les Puissances Signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales, ou leurs Consuls, envoient au même Bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée, ainsi que l'avis du retrait dont ces autorisations auraient été l'objet.

Les dispositions du présent Article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

2. De l'Arrêt des Bâtiments Suspects.

ARTICLE XLII.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des Puissances Signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux, et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée, se livre à la Traite, ou est coupable d'une usurpation de pavillon, ils pourront recourir à la vérification des papiers de bord.

Le présent Article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales.

ARTICLE XLIII.

Dans ce but, un canot, commandé par un officier de vaisseau en uniforme pourra être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention.

L'officier envoyé à bord du navire arrêté devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

ARTICLE XLIV.

La vérification des papiers de bord consistera dans l'examen des pièces suivantes :—

1. En ce qui concerne les bâtiments indigènes, les papiers mentionnés à l'Article XLI.

2. En ce qui concerne les autres bâtiments, les pièces stipulées dans les différents Traités ou Conventions maintenus en vigueur.

La vérification des papiers de bord n'autorise l'appel de l'équipage et des passagers que dans les cas et suivant les conditions prévus à l'Article suivant.

ARTICLE XLV.

L'enquête sur le chargement du bâtiment ou la visite ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des Puissances qui ont conclu, ou viendraient à conclure, les Conventions particulières visées à l'Article XXII, et conformément aux prescriptions de ces Conventions.

ARTICLE XLVI.

Avant de quitter le bâtiment arrêté, l'officier dressera un procès-verbal suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient.

Ce procès-verbal doit être daté et signé par l'officier, et constater les faits.

Le capitaine du navire arrêté, ainsi que les témoins, auront le droit de faire ajouter au procès-verbal toutes explications qu'ils croiront utiles.

ARTICLE XLVII.

Le Commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire sous pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un Rapport à son Gouvernement en indiquant les motifs qui l'ont fait agir.

ARTICLE XLVIII.

Un résumé de ce Rapport ainsi qu'une copie du procès-verbal dressé par l'officier envoyé à bord du navire arrêté seront, le plus tôt possible, expédiés au Bureau International de Renseignements, qui en donnera communication à l'autorité Consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire arrêté en route a arboré le pavillon. Des doubles de ces documents seront conservés aux archives du Bureau.

ARTICLE XLIX.

Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les Articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de Traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude, ou de participation à la Traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré.

Chaque Puissance Signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau International de Renseignements les autorités territoriales ou Consulaires, ou les Délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

3. *De l'Enquête et du Jugement des Bâtiments saisis.*

ARTICLE L.

L'autorité visée à l'Article précédent, à laquelle le navire arrêté a été remis, procédera à une enquête complète, selon les Lois et Règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger.

ARTICLE LI.

S'il résulte de cette enquête qu'il y a eu usurpation de pavillon, le navire arrêté restera à la disposition du capteur.

ARTICLE LII.

Si l'enquête établit un fait de Traite défini par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus, ou d'autres faits de Traite prévus par les Conventions particulières, le navire et sa cargaison demeurent sous séquestre, à la garde de l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Le capitaine et l'équipage seront déférés aux Tribunaux désignés aux Articles LIV et LVI. Les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu.

Dans les cas prévus par cet Article, il sera disposé des esclaves libérés conformément aux Conventions particulières conclues ou à conclure entre les Puissances Signataires. A défaut de ces Conventions, les dits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine; sinon cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

ARTICLE LIII.

Si l'enquête prouve que le bâtiment est arrêté illégalement, il y aura lieu de plein droit à une indemnité proportionnelle au préjudice éprouvé par le bâtiment détourné de sa route.

La quotité de cette indemnité sera fixée par l'autorité qui a dirigé l'enquête.

ARTICLE LIV.

Dans le cas où l'officier du navire capteur n'accepterait pas les conclusions de l'enquête effectuée en sa présence, la cause serait, de plein droit, déferée au Tribunal de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que dans le cas où le différend porterait sur le chiffre de l'indemnité stipulée à l'Article LIII, lequel sera fixé par voie d'arbitrage, ainsi qu'il est spécifié à l'Article suivant.

ARTICLE LV.

L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un sur-arbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires Diplomatiques, Consulaires, ou judiciaires des Puissances Signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements Contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'Article LVIII, paragraphe 2.

ARTICLE LVI.

Les causes sont déferées, dans le plus bref délai possible, au Tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les Consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les Jugements aux lieu et place des Tribunaux.

ARTICLE LVII.

La procédure et le Jugement des infractions aux dispositions du Chapitre III auront toujours lieu aussi sommairement que le permettent les Lois et Règlements en vigueur dans les territoires soumis à l'autorité des Puissances Signataires.

ARTICLE LVIII.

Tout Jugement du Tribunal national ou des autorités visées à l'Article LXI déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la Traite sera exécuté sur le champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts dont le montant serait fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage, et payé dans le délai de six mois à partir de la date du Jugement qui a acquitté la prise.

ARTICLE LIX.

En cas de condamnation, le navire séquestré sera déclaré de bonne prise au profit du capteur.

Le capitaine, l'équipage, et toutes autres personnes reconnus coupables seront punis, selon la gravité des crimes ou délits commis par eux, et conformément à l'Article V.

ARTICLE LX.

Les dispositions des Articles L à LIX ne portent aucune atteinte ni à la compétence, ni à la procédure des Tribunaux spéciaux existants ou de ceux à créer pour connaître des faits de Traite.

ARTICLE LXI.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les instructions qu'elles donneront, en exécution des dispositions du Chapitre III, aux Commandants de leurs bâtiments de guerre naviguant dans les mers de la zone indiquée.

CHAPITRE IV.—PAYS DE DESTINATION DONT LES INSTITUTIONS COMPORTENT L'EXISTENCE DE L'ESCLAVAGE DOMESTIQUE.

ARTICLE LXII.

Les Puissances Contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves Africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie, ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage, et la sortie des esclaves Africains.

ARTICLE LXIII.

Les esclaves libérés en exécution de l'Article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes, et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

ARTICLE LXIV.

Tout esclave fugitif à la frontière d'une des Puissances mentionnées à l'Article LXII sera réputé libre, et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

ARTICLE LXV.

Toute vente ou transaction dont les esclaves visés aux Articles LXIII et LXIV auraient été l'objet par suite de circonstances quelconques, sera considérée comme nulle et non avenue.

ARTICLE LXVI.

Les navires indigènes portant le pavillon d'un pays mentionnés à l'Article LXII, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de Traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves Africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

ARTICLE LXVII.

Des dispositions pénales en rapport avec celles prévues par l'Article V seront édictées contre les importateurs, transporteurs, et marchands d'esclaves Africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs coauteurs et complices.

ARTICLE LXVIII.

Les Puissances Signataires reconnaissent la haute valeur de la Loi sur la prohibition de la Traite des Noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4 (16) Décembre, 1889 (22 Rebi-ul-Akhir, 1307), et elles sont assurées qu'une surveil-

lance active sera organisée par les autorités Ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

ARTICLE LXIX.

Sa Majesté le Schah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du Golfe Persique et du Golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, ainsi que les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les Magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

ARTICLE LXX.

Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves Africains sur terre comme sur mer. Les Tribunaux institués à cette fin dans le Sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévues à l'Article V. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte Général que des Décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un Bureau d'Affranchissement sera établi à Zanzibar.

ARTICLE LXXI.

Les Agents Diplomatiques et Consulaires, et les officiers de marine des Puissances Contractantes prêteront, dans les limites des Conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la Traite là où elle existe encore; ils auront le droit d'assister aux procès de Traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

ARTICLE LXXII.

Des Bureaux d'Affranchissement ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les Administrations des pays de destination des esclaves Africains, aux fins déterminées à l'Article XVIII.

ARTICLE LXXIII.

Les Puissances Signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la Traite, les Gouvernements que concernent les dispositions du présent Chapitre échangeront périodiquement avec les autres Gouvernements les données statistiques relatives aux esclaves arrêtés et libérés, ainsi que les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la Traite.

CHAPITRE V.—INSTITUTIONS DESTINÉES À ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ACTE GÉNÉRAL.

§ I. *Du Bureau International Maritime.*

ARTICLE LXXIV.

Conformément aux dispositions de l'Article XXVII, il est institué à Zanzibar un Bureau International où chacune des Puissances Signataires pourra se faire représenter par un Délégué.

ARTICLE LXXV.

Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur Représentant.

Il élaborera un Règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce Règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances Signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

ARTICLE LXXVI.

Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances Signataires mentionnées à l'Article précédent.

ARTICLE LXXVII.

Le Bureau de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la Traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances Signataires s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible :—

1. Les documents spécifiés à l'Article XLI.

2. Le résumé des Rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'Article XLVIII.

3. La liste des autorités territoriales ou Consulaires et des Délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'Article XLIX.

4. La copie des Jugements et Arrêts de Condamnation rendus conformément à l'Article LVIII.

5. Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la Traite dans la zone susdite.

ARTICLE LXXVIII.

Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances Signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'Article XXI, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux Consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions en une langue Européenne des documents qui seraient rédigés dans une langue Orientale.

Il fera les communications prévues à l'Article XLVIII.

ARTICLE LXXIX.

Des Bureaux auxiliaires en rapport avec le Bureau de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les Puissances intéressées.

Ils seront composés des Délégués de ces Puissances et établis conformément aux Articles LXXV, LXXVI, et LXXVIII.

Les documents et renseignements spécifiés à l'Article LXXVII, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et Consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau de Zanzibar prévue par le même Article.

ARTICLE LXXX.

Le Bureau de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un Rapport sur ses opérations et celles des Bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. *De l'Échange entre les Gouvernements des Documents et Renseignements relatifs à la Traite.*

ARTICLE LXXXI.

Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'ils jugeront possibles :—

1. Le texte des Lois et Règlements d'Administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte Général.

2. Les renseignements statistiques concernant la Traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions, et des alcools.

ARTICLE LXXXII.

L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un Bureau spécial rattaché au Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

ARTICLE LXXXIII.

Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le Rapport mentionné à l'Article LXXX sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des Bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'Article LXXIX.

ARTICLE LXXXIV.

Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances Signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une Table analytique des documents législatifs, administratifs, et statistiques mentionnés aux Articles LXXXI et LXXXIII.

ARTICLE LXXXV.

Les frais de bureau, de correspondance, de traduction, et d'impression qui en résulteront, seront supportés par toutes les Puissances Signataires, et recouverts par les soins du Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

§ III. *De la Protection des Esclaves Libérés.*

ARTICLE LXXXVI.

Les Puissances Signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'Article XXI et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage, et d'arrivée d'esclaves Africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles, et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des Articles VI, XVIII, LII, LXIII, et LXVI.

ARTICLE LXXXVII.

Les Bureaux d'Affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de Traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, les dits Bureaux ou autorités, feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance des dites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

ARTICLE LXXXVIII.

Les Puissances Signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

ARTICLE LXXXIX.

Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux Bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

CHAPITRE VI.—MESURES RESTRICTIVES DU TRAFIC DES SPIRITUEUX.

ARTICLE XC.

Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances Signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des Articles XCI, XCII, et XCIII dans une zone

délimitée par le 20° degré latitude nord et par le 22° degré latitude sud, et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique et vers l'est à l'Océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

ARTICLE XCI.

Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou Protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

ARTICLE XCII.

Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des Protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition, et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 fr. par hectolitre à 50 degrés centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 fr. par hectolitre à 50 degrés centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte Général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 fr. pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'Article XCI.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent Article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

ARTICLE XCIII.

Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'Article XCII et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'Article XCII.

ARTICLE XCIV.

Les Puissances Signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'Article XC s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de la dite zone.

ARTICLE XCV.

Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au Chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs.

CHAPITRE VII.—DISPOSITIONS FINALES.

ARTICLE XCVI.

Le présent Acte Général abroge toutes stipulations contraires des Conventions antérieurement conclues entre les Puissances Signataires.

ARTICLE XCVII.

Les Puissances Signataires, sans préjudice de ce qui est stipulé aux Articles XIV, XXIII, et XCII, se réservent d'introduire au présent Acte Général, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

ARTICLE XCVIII.

Les Puissances qui n'ont pas signé le présent Acte Général pourront être admises à y adhérer.

Les Puissances Signataires se réservent de mettre à cette adhésion telles conditions qu'elles jugeraient nécessaires.

Si aucune condition n'est stipulée, l'adhésion emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte Général.

Les Puissances se concerteront sur les démarches à faire pour amener l'adhésion des États dont le concours serait nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète de l'Acte Général.

L'adhésion se fera par un Acte séparé. Elle sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et par celui-ci à tous les États Signataires et adhérents.

ARTICLE XCIX.

Le présent Acte Général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances Signataires du présent Acte Général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature du présent Acte Général, il sera dressé Acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

ARTICLE C.

Le présent Acte Général entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances Contractantes le soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'Article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 2^e jour du mois de Juillet, 1890.

[*Note.*—The Signatures will be inserted when the Act is printed with the Protocols.]

Annexe à l'Article XXXIX.

AUTORISATION de Naviguer au Petit Cabotage sur la Côte Orientale d'Afrique conformément à l'Article XXXIX.

Nom du Bateau avec Indication du Genre de Construction et de Gréement.	Nationalité.	Tonnage.	Port d'attache.	Nom du Capitaine.	Nombre des Hommes d'Equipage.	Nombre maximum de Passagers.	Parages dans lesquels le Bateau doit naviguer.	Observations Générales.

La présente autorisation doit être renouvelée le.....

Qualité du fonctionnaire qui a délivré le permis :

Déclaration.

Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte Général de Berlin du 26 Février, 1885, ou qui y ont adhéré.

Après avoir arrêté et signé de concert, dans l'Acte Général de ce jour, un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la Traite des Nègres sur terre comme sur mer et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes,

Considérant que l'exécution des dispositions qu'elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre elles, qui ont des possessions ou exercent des Protectorats dans le bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources nouvelles.

Sont convenues de faire la Déclaration suivante :—

Les Puissances Signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des Protectorats dans le dit bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalent à 10 pour cent de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du Chapitre VI de l'Acte Général de ce jour.

Après la signature du dit Acte Général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte Général de Berlin ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 pour cent de la valeur, les conditions du régime Douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo.

Il reste néanmoins entendu :—

1. Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis ;
2. Que, dans l'application du régime Douanier qui sera convenu, chaque Puissance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce ;

3. Que l'arrangement à résulter de la négociation prévue restera en vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration.

A l'expiration de ce terme et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances Contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'Article IV de l'Acte Général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 pour cent les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo leur restant acquise.

Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte Général du même jour.

En foi de quoi, les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 2^e jour du mois de Juillet, 1890.

[*Note.*—The signatures will be inserted when the Act is printed with the Protocols.]

(Translation.)

General Act of the Brussels Conference.

In the Name of God Almighty.

HIS Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary;

His Majesty the King of the Belgians;

His Majesty the King of Denmark;

His Majesty the King of Spain, and in his name Her Majesty the Queen Regent of the Kingdom;

His Majesty the Sovereign of the Independent State of the Congo;

The President of the United States of America;

The President of the French Republic;

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India;

His Majesty the King of Italy;

His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg, &c.;

His Majesty the Shah of Persia;

His Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c.;

His Majesty the Emperor of All the Russias;

His Majesty the King of Sweden and Norway, &c.;

His Majesty the Emperor of the Ottomans and His Highness the Sultan of Zanzibar;

Equally animated by the firm intention of putting an end to the crimes and devastations engendered by the Traffic in African Slaves, protecting effectively the aboriginal populations of Africa, and insuring for that vast continent the benefits of peace and civilization;

Wishing to give a fresh sanction to the decisions already taken in the same sense and at different epochs by the Powers, to complete the results obtained by them, and to draw up a collection of measures guaranteeing the accomplishment of the work which is the object of their common solicitude;

Have resolved, on the invitation addressed to them by the Government of His Majesty the King of the Belgians, in agreement with the Government of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, Empress of India, to assemble with this object a Conference at Brussels, and have named as their Plenipotentiaries:

[*Note.*—The names will be inserted when the Act is printed with the Protocols.]

Who, furnished with full powers which have been found in good and due form, have adopted the following provisions:—

CHAPTER I.—SLAVE TRADE COUNTRIES.—MEASURES TO BE TAKEN IN THE PLACES OF ORIGIN.

ARTICLE I.

The Powers declare that the most effective means for counteracting the Slave Trade in the interior of Africa are the following:—

1. Progressive organization of the administrative, judicial, religious, and military services in the African territories placed under the sovereignty or protectorate of civilized nations.

2. The gradual establishment in the interior by the Powers to which the territories are subject of strongly occupied stations, in such a way as to make their protective or repressive action effectively felt in the territories devastated by slave-hunting.

3. The construction of roads, and in particular of railways, connecting the advanced stations with the coast, and permitting easy access to the inland waters, and to such of the upper courses of the rivers and streams as are broken by rapids and cataracts, in view of substituting economical and rapid means of transport for the present means of carriage by men.

4. Establishment of steam-boats on the inland navigable waters and on the lakes, supported by fortified posts established on the banks.

5. Establishment of telegraphic lines, insuring the communication of the posts and stations with the coast and with the administrative centres.

6. Organization of expeditions and flying columns, to keep up the communication of the stations with each other and with the coast, to support repressive action, and to insure the security of high roads.

7. Restriction of the importation of fire-arms, at least of modern pattern, and of ammunition throughout the entire extent of the territories infected by the Slave Trade.

ARTICLE II.

The stations, the inland cruisers organized by each Power in its waters, and the posts which serve as ports of register for them shall, independently of their principal task, which is to prevent the capture of slaves and intercept the routes of the Slave Trade, have the following subsidiary duties:—

1. To support and, if necessary, to serve as a refuge for the native populations, whether placed under the sovereignty or the protectorate of the State to which the station is subject, or independent, and temporarily for all other natives in case of imminent danger; to place the populations of the first of these categories in a position to co-operate for their own defence; to diminish inland wars between tribes by means of arbitration; to initiate them in agricultural works and in the industrial arts so as to increase their welfare; to raise them to civilization and bring about the extinction of barbarous customs, such as cannibalism and human sacrifices.

2. To give aid and protection to commercial undertakings; to watch over their legality by controlling especially contracts of service with natives, and to lead up to the foundation of permanent centres of cultivation and of commercial establishments.

3. To protect, without distinction of creed, the Missions which are already or are about to be established.

4. To provide for the sanitary service, and to grant hospitality and help to explorers and to all who take part in Africa in the work of repressing the Slave Trade.

ARTICLE III.

The Powers exercising a sovereignty or a protectorate in Africa confirm and give precision to their former declarations, and undertake to proceed gradually, as circumstances permit, either by the means above indicated, or by any other means which they may consider suitable, with the repression of the Slave Trade, each State in its respective possessions and under its own direction. Whenever they consider it possible they will lend their good offices to the Powers which, with a purely humanitarian object, may be engaged in Africa upon a similar mission.

ARTICLE IV.

The States exercising sovereign powers or protectorates in Africa may in all cases delegate to Companies provided with Charters all or a portion of the engagements which they assume in virtue of Article III. They remain, nevertheless, directly responsible for the engagements which they contract by the present Act, and guarantee the execution thereof. The Powers promise to receive, aid, and protect the national Associations and enterprises due to private initiative which may wish to co-operate in their possessions in the repression of the Slave Trade, subject to their receiving previous authorization, such authorization being revocable at any time, subject also to their being directed and controlled, and to the exclusion of the exercise of rights of sovereignty.

ARTICLE V.

The Contracting Powers undertake, unless this has already been provided for by their laws in accordance with the spirit of the present Article, to enact or propose to their respective Legislatures in the course of one year at latest from the date of the signature of the present General Act a Law for rendering applicable, on the one hand, the provisions of their penal laws concerning the graver offences against the person, to the organizers and abettors of slave-hunting, to perpetrators of the mutilation of adults and male infants, and to all persons who may take part in the capture of slaves by violence; and, on the other hand, the provisions relating to offences against individual liberty, to carriers, transporters, and dealers in slaves.

The associates and accessories of the different categories of slave captors and dealers above specified shall be punished with penalties proportionate to those incurred by the principals.

Guilty persons who may have escaped from the jurisdiction of the authorities of the country where the crimes or offences have been committed shall be arrested either on communication of the incriminatory evidence by the authorities who have ascertained the violation of the law, or on production of any other proof of guilt by the Power on whose territory they may have been discovered, and shall be kept without other formality at the disposal of the Tribunals competent to try them.

The Powers will communicate to each other within the shortest possible delay the Laws or Decrees existing or promulgated in execution of the present Article.

ARTICLE VI.

Slaves liberated in consequence of the stoppage or dispersal of a convoy in the interior of the continent shall be sent back, if circumstances permit, to their country of origin; if not, the local authorities shall facilitate as much as possible their means of living, and, if they desire it, help them to settle on the spot.

ARTICLE VII.

Any fugitive slave claiming on the continent the protection of a Signatory Power shall obtain it, and shall be received in the camps and stations officially established by such Power, or on board the vessels of such Power plying on the lakes and rivers. Private stations and boats are only permitted to exercise the right of asylum subject to the previous sanction of such Power.

ARTICLE VIII.

The experience of all nations who have intercourse with Africa having shown the pernicious and preponderating part played by fire-arms in Slave Trade operations as well as in internal war between the native tribes; and this same experience having clearly proved that the preservation of the African populations whose existence it is the express wish of the Powers to safeguard is a radical impossibility if restrictive measures against the trade in fire-arms and ammunition are not established, the Powers decide, in so far as the present state of their frontiers permits, that the importation of fire-arms, and especially of rifles and improved weapons, as well as of powder, balls, and cartridges, is, except in the cases and under the conditions provided for in the following Article, prohibited in the territories comprised between the 20th parallel of north latitude and the 22nd parallel of south latitude, and extending westward to the Atlantic Ocean and eastward to the Indian Ocean, and its dependencies, comprising the islands adjacent to the coast as far as 100 nautical miles from the shore.

ARTICLE IX.

The introduction of fire-arms and ammunition, when there shall be occasion to authorize it in the possessions of the Signatory Powers which exercise rights of sovereignty or of protectorate in Africa, shall be regulated, unless identical or more rigorous Regulations have been already applied, in the following manner in the zone laid down in Article VIII :—

All imported fire-arms shall be deposited, at the cost, risk, and peril of the importers, in a public warehouse placed under the supervision of the Administration of the State. No withdrawal of fire-arms or imported ammunition shall take place from such depôts without the previous authorization of the Administration. This authorization shall be, except in cases hereinafter specified, refused for the withdrawal of all arms

of precision, such as rifles, magazine-guns, or breech-loaders, whether whole or in detached pieces, their cartridges, caps, or other ammunition intended for them.

At the seaports and under conditions affording the needful guarantees the respective Governments may permit private depôts, but only for ordinary powder and flint-lock muskets, and to the exclusion of improved arms and their ammunition.

Independently of the measures directly taken by Governments for the arming of the public force and the organization of their defence, individual exceptions shall be admitted for persons affording sufficient guarantees that the arm and ammunition delivered to them will not be given, assigned, or sold to third persons, and for travellers provided with a declaration of their Government stating that the weapon and ammunition are destined exclusively for their personal defence.

All arms in the cases provided for in the preceding paragraph shall be registered and marked by the authorities appointed for the supervision, who shall deliver to the persons in question licences to bear arms, indicating the name of the bearer and showing the stamp with which the arm is marked. These licences are revocable in case of proved improper use, and will be issued for five years only, but may be renewed.

The rule above set forth as to placing in depôt shall also apply to gunpowder.

From the depôts can be withdrawn for sale only flint-lock guns, with unrifled barrels, and common gunpowders, called trade powders ("poudres de traite"). At each withdrawal of arms and ammunition of this kind for sale, the local authorities shall determine the regions in which these arms and ammunition may be sold. The regions infected by the Slave Trade shall always be excluded. Persons authorized to take arms or powder out of the public depôts (warehouses) shall present to the Administration every six months detailed lists indicating the destinations of the arms and powder sold, as well as the quantities still remaining in the store-houses.

ARTICLE X.

The Governments shall take all measures they may deem necessary to insure as complete a fulfilment as possible of the provisions respecting the importation, the sale, and transport of fire-arms and ammunition, as well as to prevent either the entry or exit thereof by their inland frontiers, or the passage thereof to regions where the Slave Trade is rife.

The authorization of transit within the limits of the zone specified by Article VIII cannot be withheld when the arms and ammunition are to pass across the territory of a Signatory or adherent Power in the occupation of the coast, towards inland territories placed under the sovereignty or protectorate of another Signatory or adherent Power, unless this latter Power have direct access to the sea through its own territory. If this access be completely interrupted, the authorization of transit can no longer be withheld. Any demand of transit must be accompanied by a declaration emanating from the Government of the Power having the inland possessions, and certifying that the said arms and ammunition are not destined for sale, but are for the use of the authorities of such Power, or of the military forces necessary for the protection of the missionary or commercial stations, or of persons mentioned by name in the declaration. Nevertheless, the territorial Power of the coast retains the right to stop, exceptionally and provisionally, the transit of arms of precision and ammunition across its territory, if in consequence of inland disturbances or other serious danger there is ground for fearing that the dispatch of arms and ammunition might compromise its own safety.

ARTICLE XI.

The Powers shall communicate to each other the information relating to the traffic in fire-arms and ammunition, the licences granted, and the measures of repression in force in their respective territories.

ARTICLE XII.

The Powers undertake to adopt or to propose to their respective Legislatures the measures necessary to insure the punishment everywhere of infringers of the prohibitions laid down in Articles VIII and IX, and that of their accomplices, besides the seizure and confiscation of the prohibited arms and ammunition, either by fine or by imprisonment, or by both penalties together, in proportion to the importance of the infraction, and in accordance with the gravity of each case.

ARTICLE XIII.

The Signatory Powers who have in Africa possessions in contact with the zone specified in Article VIII bind themselves to take the necessary measures for preventing the introduction of fire-arms and ammunition across their inland frontiers into the regions of the said zone, at least that of improved arms and cartridges.

ARTICLE XIV.

The system stipulated in Articles VIII to XIII shall remain in force during twelve years. In case none of the Contracting Parties shall have notified, twelve months before the expiration of this period, its intention of putting an end to it, or shall have demanded its revision, it shall continue to remain obligatory for two more years, and shall thus continue in force from two years to two years.

CHAPTER II.—CARAVAN ROUTES AND THE LAND TRANSPORT OF SLAVES.

ARTICLE XV.

Independently of the repressive or protective action which they exercise in the centres of the Slave Trade, the stations, cruisers, and posts the establishment of which is provided for in Article II, and all other stations established or recognized by Article IV by each Government in its possessions, will furthermore have the mission of supervising so far as circumstances will permit, and in proportion to the progress of their administrative organization, the roads followed on their territory by the slave-dealers, there to stop the convoys in their march, or to pursue them wherever their action can be legally exercised.

ARTICLE XVI.

In the regions of the coast known to serve habitually as places of passage or terminal points for Slave Traffic coming from the interior, as well as at the points of intersection of the principal caravan routes crossing the zone contiguous to the coast already subject to the influence of the Sovereign or Protective Powers, posts shall be established under the conditions and with the reservations mentioned in Article III by the authorities to whom the territories are subject, with the purpose of intercepting the convoys and liberating the slaves.

ARTICLE XVII.

A rigorous watch shall be organized by the local authorities at the ports and places near the coast in view of preventing the sale and shipping of the slaves brought from the interior, as well as the formation and departure landwards of the bands of slave hunters and dealers.

Caravans arriving at the coast or in its vicinity, as well as those arriving in the interior at a locality occupied by the territorial Power, shall, on their arrival, be submitted to a minute inspection as to the persons composing them. Any such person being ascertained to have been captured or carried off by force or mutilated, either in his native place or on the way, shall be liberated.

ARTICLE XVIII.

In the possessions of each of the Contracting Powers the Administration shall have the duty of protecting the liberated slaves, to repatriate them if possible, to procure for them means of existence, and, in particular, to take charge of the education and subsequent employment of abandoned children.

ARTICLE XIX.

The penal arrangements provided for in Article V shall be applicable to all offences committed in the course of the operations connected with the transport and Traffic of Slaves on land whenever such offences may be ascertained.

Any person having incurred a penalty in consequence of an offence provided for by the present Act shall incur the obligation of providing security before being able to undertake any commercial operation in countries where the Slave Trade is carried on.

CHAPTER III.—REPRESSION OF THE SEA-BORNE SLAVE TRADE.

§ I. *General Provisions.*

ARTICLE XX.

The Signatory Powers acknowledge the opportuneness of taking steps in common for the more effective repression of the Slave Trade in the maritime zone in which it still exists.

ARTICLE XXI.

This zone extends, on the one hand, between the coasts of the Indian Ocean (those of the Persian Gulf and of the Red Sea included) from Beloochistan to Cape Tangalane (Quilimane), and, on the other hand, a conventional line which first follows the meridian from Tangalane till it meets the 26th degree of south latitude; it is then merged in this parallel, then passes round the Island of Madagascar by the east, keeping 20 miles off the east and north shore, till it crosses the meridian at Cape Ambre. From this point the limit of the zone is determined by an oblique line which extends to the coast of Beloochistan, passing 20 miles off Cape Ras-el-Had.

ARTICLE XXII.

The Signatory Powers of the present General Act, among whom exist special Conventions for the suppression of the Slave Trade, have agreed to restrict the clauses of these Conventions concerning the reciprocal right of visit, of search, and of capture (“droit de visite, de recherche, et de saisie”) of vessels at sea in the above-mentioned zone.

ARTICLE XXIII.

The same Powers have also agreed to limit the above-mentioned rights to vessels of smaller tonnage than 500 tons. This stipulation shall be revised as soon as experience shall have shown the necessity of such revision.

ARTICLE XXIV.

All other provisions of the Conventions concluded for the suppression of the Slave Trade between the aforesaid Powers shall remain in force in so far as not modified by the present General Act.

ARTICLE XXV.

The Signatory Powers undertake to adopt effective measures for preventing the usurpation of their flag, and for preventing the transport of slaves on vessels authorized to fly their colours.

ARTICLE XXVI.

The Signatory Powers undertake to adopt all measures necessary for facilitating the rapid exchange of information calculated to bring about the discovery of persons taking part in Slave Trade operations.

ARTICLE XXVII.

At least one International Bureau shall be created; it shall be established at Zanzibar. The High Contracting Parties undertake to forward to it all the documents specified in Article XLI, as well as all information of any kind likely to assist in the suppression of the Slave Trade.

ARTICLE XXVIII.

Any slave who may have taken refuge on board a ship of war bearing the flag of one of the Signatory Powers shall be immediately and definitively liberated; such liberation, however, cannot operate to withdraw him from the competent jurisdiction if he have been guilty of any crime or offence at common law.

ARTICLE XXIX.

Every slave detained against his wish on board a native vessel shall have the right to claim his liberty. His liberation may be pronounced by any Agent of any of the

Signatory Powers, on whom the present General Act confers the right of ascertaining the status of persons on board such vessels, without this liberation having the effect of withdrawing him from the competent jurisdiction if he have committed any crime or offence at common law.

§ II. *Regulation concerning the Use of the Flag and Supervision by Cruizers.*

1. *Rules for the Grant of the Flag to Native Vessels, and as to the Crew Lists and Manifests of Black Passengers on board.*

ARTICLE XXX.

The Signatory Powers undertake to exercise a rigorous watch ("surveillance") over the native vessels authorized to carry their flag in the zone indicated in Article XXI, and over the commercial operations carried on by such vessels.

ARTICLE XXXI.

The term "native vessel" applies to vessels fulfilling one of the following conditions:—

1. It shall present the outward appearance of native build or rigging.
2. It shall be manned by a crew of whom the captain and the majority of the seamen belong by origin to one of the countries on the coast of the Indian Ocean, the Red Sea, or the Persian Gulf.

ARTICLE XXXII.

The authorization to carry the flag of one of the said Powers shall in future only be granted to such native vessels as shall satisfy at the same time the three following conditions:—

1. Fitters-out or owners of ships must be either subjects of or persons protected by the Power whose flag they claim to carry.
2. They shall be obliged to prove that they possess real estate situated in the district of the authority to whom their application is addressed, or to supply a solvent security as a guarantee of the payment of the fines which might be incurred.
3. The above-named fitters-out or owners of ships, as well as the captain of the vessel, shall prove that they enjoy a good reputation, and that in particular they have never been condemned for acts of Slave Trade.

ARTICLE XXXIII.

This authorization granted shall be renewed every year. It can at any time be suspended or withdrawn by the authorities of the Power whose colours the vessel carries.

ARTICLE XXXIV.

The act of authorization shall bear the indications necessary to establish the identity of the vessel. The captain shall have the keeping thereof. The name of the native vessel and the indication of its tonnage shall be inlaid and painted in Latin characters on the stern, and on the place where the initials of the name of the port of registry, as well as the registration number in the series of the numbers of that port, shall be printed in black on the sails.

ARTICLE XXXV.

A list of the crew shall be issued to the captain of the vessel at the port of departure by the authorities of the Power whose colours it carries. It shall be renewed at every fresh venture of the vessel, or, at latest, at the end of a year, and in conformity with the following provisions:—

1. The list shall be examined at the departure of the vessel by the authority which has issued it.
2. No negro can be engaged as a seaman on a vessel without having been beforehand questioned by the authority of the Power whose colours it carries, or, in default thereof, by the territorial authority, with a view to ascertain the fact of his having contracted a free engagement.

3. This authority shall see that the proportion of seamen and boys is not out of proportion to the tonnage or rigging.

4. The authorities who shall have questioned the men before their departure shall inscribe them on the list of the crew in which they shall be mentioned, with the summary description of each of them alongside his name.

5. In order the more effectively to prevent any substitution the seamen may, moreover, be provided with a distinctive mark.

ARTICLE XXXVI.

If the captain of a vessel should desire to embark negro passengers he shall make his declaration thereof to the authority of the Power whose colours he carries, or, in default thereof, to the territorial authority. The passengers shall be interrogated, and after it has been ascertained that they embarked of their own free will they shall be inscribed in a special manifest, bearing the description of each of them alongside their names, and indicating especially the sex and the height. Negro children shall not be admitted as passengers unless they are accompanied by their relations, or by persons whose respectability is well known. At the departure the passenger roll shall be *visé* by the above-said authority after having been called over. If there be no passengers on board, this shall be specially mentioned on the crew list.

ARTICLE XXXVII.

At the arrival at any port of call or of destination the captain of the vessel shall show to the authority of the Power whose flag he carries, or, in default thereof, to the territorial authority, the crew list and, if need be, the passenger roll last delivered. The authority shall check the passengers arrived at their destination or stopping at a port of call, and shall mention their landing in the roll. At the departure of the vessel the same authority shall affix a fresh *visa* to the list and roll, and call over the passengers.

ARTICLE XXXVIII.

On the African coast and on the adjacent islands no negro passenger shall be shipped on board a native vessel except in localities where there is a resident authority belonging to one of the Signatory Powers.

In the whole extent of the zone mentioned in Article XXI of the preceding Act no negro passenger shall be landed from a native vessel except at a place in which there is a resident authority belonging to one of the High Contracting Powers, and unless such authority is present at the landing.

The cases of main force which may have caused an infraction of these provisions shall be examined by the authority of the Power whose colours the vessel carries, or, in default thereof, by the territorial authority of the port at which the vessel in question calls.

ARTICLE XXXIX.

The provisions of Articles XXXV, XXXVI, XXXVII, and XXXVIII are not applicable to vessels only partially decked, having at most a crew of ten men, and satisfying one of the two conditions following:—

1. That it be exclusively used for fishing within the territorial waters.

2. That it be occupied in the small coasting trade between the different ports of the same territorial Power, and never go further than 5 miles from the coast.

These different boats shall receive, according to the case, from the territorial or Consular authority, a special licence to be renewed every year, and subject to withdrawal under the conditions provided for in Article XL, and the uniform model of which, annexed to the present General Act, shall be communicated to the International Information Office.

ARTICLE XL.

All acts or attempted acts of Slave Trade legally brought home to the captain, fitter-out, or owner of a ship authorized to carry the flag of one of the Signatory Powers, or who may have obtained the licence provided for in Article XXXIX, shall entail the immediate withdrawal of the said authorization or licence. All offences against the provisions of paragraph 2 of Chapter III shall be punished, besides being subject to the penalties enacted by the special Laws and Ordinances of each of the Contracting Powers.

ARTICLE XLI.

The Signatory Powers undertake to deposit at the International Information Office the specimen forms of the following documents :—

1. Licence to carry the flag ;
2. The list of the crew ;
3. The list of the negro passengers.

These documents, the tenour of which may vary according to the different Regulations of each country, shall necessarily contain the following particulars, drawn up in one of the European languages :—

1. As regards the authorization to carry the flag :
 - (a.) The name, tonnage, rig, and the principal dimensions of the vessel ;
 - (b.) The register number and the signal letter of the port of registry ;
 - (c.) The date of obtaining the licence, and the office held by the person who has issued it.
2. As regards the list of the crew :
 - (a.) The name of the vessel, of the captain, and of the fitter-out or of the owner ;
 - (b.) The tonnage of the vessel ;
 - (c.) The register number and the port of registry, its destination, as well as the particulars specified in Article XXV.

3. As regards the list of the negro passengers :

The name of the vessel which conveys them, and the particulars indicated in Article XXXVI, for the proper identification of the passengers.

The Signatory Powers shall take necessary measures so that the territorial authorities or their Consuls may send to the same office certified copies of all authorizations to carry their flag as soon as such authorizations shall have been granted, as well as notices of the withdrawal of any such authorization.

The provisions of the present Article only concern the papers intended for native vessels.

2. The Stopping of Suspected Vessels.

ARTICLE XLII.

When the officers in command of war-vessels (“bâtiments de guerre”) of any of the Signatory Powers have reason to believe that a vessel of tonnage less than 500 tons, and found navigating in the above-indicated zone, takes part in the Slave Trade, or is guilty of the fraudulent use of a flag, they may proceed to the verification of the ship’s papers.

The present Article does not imply any change in the present state of things as regards jurisdiction in territorial waters.

ARTICLE XLIII.

To this end a boat commanded by a naval officer in uniform may be sent on board the suspected vessel after it has been hailed and informed of this intention.

The officer sent on board the vessel which has been stopped shall proceed with all possible consideration and moderation.

ARTICLE XLIV.

The verification of the ship’s papers shall consist in the examination of the following documents :—

1. As regards native vessels, the papers mentioned in Article XLI.
2. As regards other vessels, the documents required by the different Treaties or Conventions remaining in force.

The verification of the ship’s papers only authorizes the calling over of the crew and passengers in the case and in accordance with the conditions provided for in the following Article.

ARTICLE XLV.

The investigation of the cargo or the search can only take place with respect to a vessel navigating under the flag of one of the Powers which have concluded, or may conclude, special Conventions as mentioned in Article XXII, and in accordance with the provisions of such Conventions.

ARTICLE XLVI.

Before quitting the vessel stopped, the officer shall draw up a minute according to the forms and in the language in use in the country to which he belongs.

This minute shall be dated and signed by the officer, and relate the facts.

The captain of the vessel stopped, as well as the witnesses, shall have the right to cause to be added to the minutes any explanations they may think expedient.

ARTICLE XLVII.

The Commander of a man-of-war who may have stopped a vessel under a foreign flag shall in all cases make a Report thereon to his own Government, and state the grounds upon which he acted.

ARTICLE XLVIII.

A summary of this Report, as well as a copy of the minute drawn up by the officer sent on board the vessel stopped, shall be sent, as soon as possible, to the International Information Office, which shall communicate the same to the nearest Consular or territorial authority of the Power whose flag the vessel in question had shown. Duplicates of these documents shall be kept in the archives of the Bureau.

ARTICLE XLIX.

If, in carrying out the supervision mentioned in the preceding Articles, the officer in command of the cruiser is convinced that an act of Slave Trade has been committed on board during the passage, or that irrefutable proofs exist against the captain, or fitter-out, for accusing him of fraudulent use of the flag, of fraud, or participation in Slave Trade, he shall conduct the arrested vessel to the nearest port of the zone where there is a competent authority of the Power whose flag has been used.

Each Signatory Power undertakes to appoint in the zone, and to make known the same at the International Information Office, the territorial or Consular authorities or Special Delegates who are competent in the above-mentioned cases.

The suspected vessel can also, should the case occur, be handed over to a cruiser of its own nation if the latter consents to take charge of it.

3. *Of the Examination into and Trial of Vessels seized.*

ARTICLE L.

The authority referred to in the preceding Article, to which the arrested vessel has been handed over, shall proceed to make a full investigation, according to the Laws and Rules of his country, in the presence of an officer belonging to the foreign cruiser.

ARTICLE LI.

If it is proved by the inquiry that the flag has been fraudulently used, the arrested vessel shall remain at the disposal of its captor.

ARTICLE LII.

If the examination shows that an act of Slave Trade, made clear by the presence on board of slaves destined for sale, or any other Slave Trade offence provided for by special Convention, the vessel and cargo shall remain sequestered in charge of the authority who shall have directed the inquiry.

The captain and crew shall be handed over to the Tribunals fixed by Articles LIV and LVI. The slaves shall be set at liberty as soon as the Judgment has been delivered.

In the cases provided for by this Article, liberated slaves shall be disposed of in

accordance with the special Conventions concluded or to be concluded between the Signatory Powers. In default of such Conventions, the said slaves shall be handed over to the local authority, to be sent back, if possible, to their country of origin; if not, this authority shall facilitate for them, in so far as may be in its power, the means of livelihood, and, if they desire it, of settling on the spot.

ARTICLE LIII.

If it should be proved by the inquiry that the vessel has been illegally arrested, clear title will have been shown to an indemnity in proportion to the damages suffered by the vessel being taken out of its course. The amount of this indemnity shall be fixed by the authority which has directed the inquiry.

ARTICLE LIV.

In case the officer of the capturing vessel do not accept the conclusions of the inquiry carried on in his presence, the matter shall be handed over to the Tribunal of the nation whose flag the captured vessel had borne.

No exception shall be made to this rule, unless the disagreement arises in respect of the amount of the indemnity stipulated in Article LIII, and this shall be fixed by arbitration, as specified in the following Article.

ARTICLE LV.

The capturing officer and the authority which has directed the inquiry shall each appoint a referee within forty-eight hours, and the two arbiters shall have twenty-four hours to choose an umpire. The arbiters shall, as far as possible, be chosen from among the Diplomatic, Consular, or Judicial officers of the Signatory Powers. Natives in the pay of the Contracting Governments are formally excluded. The decision shall be taken by the majority of votes, and be considered as final. If the Court of Arbitration is not constituted in the time indicated, the procedure in respect of the indemnity, as in that for the damages, shall be in accordance with the provisions of Article LVIII, paragraph 2.

ARTICLE LVI.

The cases shall be sent forward with the briefest possible delay to the Tribunal of the nation whose colours have been used by the accused. However, the Consuls or any other authority of the same nation as the accused, specially commissioned to this end, may be authorized by their Government to deliver Judgment instead of the Tribunal.

ARTICLE LVII.

The procedure, and judgment of offences against the provisions of Chapter III shall always be conducted in as summary a manner as is permitted by the Laws and Regulations in force in the territories subject to the authority of the Signatory Powers.

ARTICLE LVIII.

Any Judgment of the national Tribunal or authorities referred to by Article LXI declaring that the seized vessel did not carry on Slave Trade shall be immediately put in force, and the vessel shall be altogether free to continue its course.

In this case the captain or owner of any vessel seized without legitimate ground of suspicion, or which has been subjected to annoyance, shall have the right of claiming damages, the amount of which shall be fixed by agreement between the Governments directly interested, or by arbitration, and shall be paid within a period of six months from the date of the Judgment acquitting the captured vessel.

ARTICLE LIX.

In case of condemnation, the sequestered vessel shall be declared lawfully seized for the benefit of the captor.

The captain, crew, and all other persons found guilty shall be punished according to the gravity of the crimes or offences committed by them, and in accordance with Article V.

ARTICLE LX.

The provisions of Articles L to LIX do not affect in any way the jurisdiction or procedure of existing special Tribunals, or of those which may hereafter be formed to take cognizance of Slave Trade offences.

ARTICLE LXI.

The High Contracting Parties undertake to make known to each other reciprocally the instructions which they shall give to carry out the provisions of Chapter III to the Commanders of their men-of-war navigating the seas of the zone referred to.

CHAPTER IV.—COUNTRIES TO WHICH SLAVES ARE SENT, WHOSE INSTITUTIONS RECOGNIZE THE EXISTENCE OF DOMESTIC SLAVERY.

ARTICLE LXII.

The Contracting Powers whose institutions recognize the existence of domestic slavery, and whose possessions, in consequence thereof, in or out of Africa, serve, in spite of the vigilance of the authorities, as places of destination for African slaves, pledge themselves to prohibit their importation, transit, and departure, as well as Trade in Slaves. They shall organize the most active and the strictest supervision at all places where the arrival, transit, and departure of African slaves takes place.

ARTICLE LXIII.

Slaves liberated under the provisions of the preceding Article shall, if circumstances permit, be sent back to the country from whence they came. In all cases they shall receive letters of liberation from the competent authorities, and shall be entitled to their protection and assistance for the purpose of obtaining means of subsistence.

ARTICLE LXIV.

Every fugitive slave arriving at the frontier of any of the Powers mentioned in Article LXII shall be considered free, and shall have the right to claim letters of liberation from the competent authorities.

ARTICLE LXV.

Any sale or transaction to which the slaves referred to in Articles LXIII and LXIV may have been subjected through circumstances of any kind whatsoever shall be considered as null and void.

ARTICLE LXVI.

Native vessels bearing the flag of one of the countries mentioned in Article LXII, if there is any indication that they are employed in Slave Trade operations, shall be submitted by the local authorities in the ports frequented by them to a rigorous verification of their crew and passengers both at arrival and departure. Should African slaves be on board, judicial proceedings shall be taken against the vessel and against all persons who may be implicated. Slaves found on board shall receive letters of liberation through the authorities who have carried out the seizure of the vessels.

ARTICLE LXVII.

Penal provisions in connection with those provided for by Article V shall be published against persons importing, transporting, and trading in African slaves, against the mutilators of children or of male adults, and those who traffic in them, as well as against their associates and accomplices.

ARTICLE LXVIII.

The Signatory Powers recognize the great importance of the Law respecting the prohibition of the Slave Trade sanctioned by His Majesty the Emperor of the Ottomans of the 4th (16th) December, 1889 (22 Rebi-ul-Akhir, 1307), and they are assured that an active supervision will be organized by the Ottoman authorities, especially on

the west coast of Arabia and on the routes which place this coast in communication with the other possessions of His Imperial Majesty in Asia.

ARTICLE LXIX.

His Majesty the Shah of Persia consents to organize an active supervision in the territorial waters and those off the coast of the Persian Gulf and Gulf of Oman which are under his sovereignty, and on the inland routes which serve for the transport of slaves. The Magistrates and other authorities shall, with this view, receive the necessary powers.

ARTICLE LXX.

His Highness the Sultan of Zanzibar consents to give his most effective support for the repression of crimes and offences committed by African slave-traders on land as well as at sea. The Tribunals created for this purpose in the Sultanate of Zanzibar shall rigorously apply the penal provisions mentioned in Article V. In order the better to insure the freedom of liberated slaves, both in virtue of the provisions of the present General Act and of the Decrees adopted in this matter by His Highness and his predecessors, a Liberation Office shall be established at Zanzibar.

ARTICLE LXXI.

Diplomatic and Consular Agents and the naval officers of the Contracting Powers shall, within the limits of existing Conventions, give their assistance to the local authorities in order to assist in repressing the Slave Trade where it still exists. They shall be entitled to be present at trials for slave-trading brought about at their instance, without being, however, entitled to take part in the deliberations.

ARTICLE LXXII.

Liberation Offices, or institutions in lieu thereof, shall be organized by the Administrations of the countries to which African slaves are sent, for the purposes specified by Article XVIII.

ARTICLE LXXIII.

The Signatory Powers having undertaken to communicate to each other all information useful for the repression of the Slave Trade, the Governments whom the present Chapter concerns shall periodically exchange with the other Governments statistical data, relating to slaves intercepted and liberated, and to the legislative and administrative measures which have been taken for suppressing the Slave Trade.

CHAPTER V.—INSTITUTIONS INTENDED TO INSURE THE EXECUTION OF THE GENERAL ACT.

§ 1. *Of the International Maritime Office.*

ARTICLE LXXIV.

In accordance with the provisions of Article XXVII, an International Office is instituted at Zanzibar, in which each of the Signatory Powers may be represented by a Delegate.

ARTICLE LXXV.

The Office shall be constituted as soon as three Powers have appointed their Representatives.

It shall draw up Regulations fixing the mode of exercising its functions. These Regulations shall immediately be submitted for the approval of those Signatory Powers who shall have notified their intention of being represented in this Office. They shall decide as to their intention within the shortest possible time.

ARTICLE LXXVI.

The expenses of this institution shall be divided in equal parts among the Signatory Powers mentioned in the preceding Article.

ARTICLE LXXVII.

The object of the Office at Zanzibar shall be to centralize all documents and information of a nature to facilitate the repression of the Slave Trade in the maritime zone. For this purpose the Signatory Powers undertake to forward within the shortest possible time :—

1. The documents specified in Article XLI.
2. Summaries of the Reports and copies of the Minutes referred to in Article XLVIII.
3. The list of the territorial or Consular authorities and special Delegates competent to take action as regards vessels seized according to the terms of Article XLIX.
4. Copies of Judgments and condemnations in accordance with Article LVIII.
5. All information which might lead to the discovery of persons engaged in the Slave Trade in the above-mentioned zone.

ARTICLE LXXVIII.

The archives of the Office shall always be open to the naval officers of the Signatory Powers authorized to act within the limits of the zone defined in Article XXI, as well as to the territorial or judicial authorities, and to Consuls specially appointed thereto by their Governments.

The Office shall supply to foreign officers and agents authorized to consult its archives translations into a European language of documents written in an Oriental language. It shall make the communications provided for in Article XLVIII.

ARTICLE LXXIX.

Auxiliary Offices in communication with the Office at Zanzibar may be established in certain parts of the zone, on agreement beforehand between the interested Powers.

They shall be composed of Delegates of these Powers, and established in conformity with Articles LXXV, LXXVI, and LXXVIII.

The documents and information specified in Article LXXVII, in so far as relating to a part of the zone specially concerned, shall be sent to them direct by the territorial and Consular authorities of the region in question without this dispensing the latter from the duty of communicating the same to the Zanzibar Head Office, as provided for by the same Article.

ARTICLE LXXX.

The Office at Zanzibar shall draw up in the two first months of every year a Report upon its own operations, and those of the auxiliary Offices, during the past twelve months.

§ II. *Of the Exchange between the Governments of Documents and Information relating to the Slave Trade.*

ARTICLE LXXXI.

The Powers shall communicate to each other to the fullest extent and in the briefest delay which they shall consider possible :—

1. The texts of the Laws and Regulations of the Administration, whether existing or enacted, in application of the present General Act.
2. Statistical information concerning the Slave Trade, slaves arrested and liberated, and the traffic in fire-arms, ammunition, and alcoholic liquors.

ARTICLE LXXXII.

The exchange of these documents, and information concerning them, shall be centralized in a special office attached to the Foreign Office in Brussels.

ARTICLE LXXXIII.

The Office at Zanzibar shall forward to it every year the Report mentioned in Article LXXX on its operations during the past year, and upon those of the auxiliary Offices which shall have been established in accordance with Article LXXIX.

ARTICLE LXXXIV.

The documents and information shall be collected and published periodically, and addressed to all the Signatory Powers. This publication shall be accompanied every year by an analytical Table of the legislative, administrative, and statistical documents mentioned in Articles LXXXI and LXXXIII.

ARTICLE LXXXV.

The Office expenses, as well as those incurred in correspondence, translation, and printing, shall be shared by all the Signatory Powers, and shall be recovered through the agency of the Department of the Foreign Office at Brussels.

§ III. *Of the Protection of Liberated Slaves.*

ARTICLE LXXXVI.

The Signatory Powers, having recognized the duty of protecting liberated slaves in their respective possessions, undertake to establish, if they should not already exist, in the ports of the zone determined by Article XXI, and in such parts of their said possessions as may be places for capture, passage, and arrival of African slaves, as many offices and institutions as are deemed sufficient by them, whose business will specially consist in liberating and protecting them in accordance with the provisions of the Articles VI, XVIII, LII, LXIII, and LXVI.

ARTICLE LXXXVII.

The Liberation Offices or the authorities charged with this service shall deliver letters of liberation, and keep a register thereof.

In case of the denunciation of an act of Slave Trade or of illegal detention, or at the instance of the slaves themselves, the said Offices or authorities shall exercise all necessary diligence to insure the liberation of the slaves and the punishment of the offenders.

The delivery of letters of liberation should in no case be delayed if the slave be accused of a crime or offence against the ordinary law. But after the delivery of the said letters an investigation shall be proceeded with in the form established by the ordinary procedure.

ARTICLE LXXXVIII.

The Signatory Powers shall favour in their possessions the foundation of establishments of refuge for women and of education for liberated children.

ARTICLE LXXXIX.

Freed slaves shall always be able to resort to the Offices to be protected in the enjoyment of their freedom. Whoever shall have used fraudulent or violent means to deprive a freed slave of his letters of liberation or of his liberty shall be considered as a slave-dealer.

CHAPTER VI.—RESTRICTIVE MEASURES CONCERNING THE TRAFFIC IN SPIRITUOUS LIQUORS.

ARTICLE XC.

Justly anxious about the moral and material consequences which the abuse of spirituous liquors entails on the native populations, the Signatory Powers have agreed to apply the provisions of Articles XCI, XCII, and XCIII within a zone extending from the 20th degree north latitude to the 22nd degree south latitude, and bounded by the Atlantic Ocean on the west and by the Indian Ocean on the east, with its dependencies, comprising the islands adjacent to the mainland, up to 100 sea miles from the shore.

ARTICLE XCI.

In the districts of this zone where it shall be ascertained that, either on account of religious belief or from other motives, the use of distilled liquors does not exist or has

not been developed, the Powers shall prohibit their importation. The manufacture of distilled liquors there shall be equally prohibited.

Each Power shall determine the limits of the zone of prohibition of alcoholic liquors in its possessions or Protectorates, and shall be bound to notify the limits thereof to the other Powers within the space of six months. The above prohibition can only be suspended in the case of limited quantities destined for the consumption of the non-native population and imported under the régime and conditions determined by each Government.

ARTICLE XCII.

The Powers having possessions or exercising protectorates in the region of the zone which are not placed under the action of the prohibition, and into which alcoholic liquors are at present either freely imported or pay an import duty of less than 15 fr. per hectolitre at 50 degrees Centigrade, undertake to levy on these alcoholic liquors an import duty of 15 fr. per hectolitre at 50 degrees Centigrade for three years after the present General Act comes into force. At the expiration of this period the duty may be increased to 25 fr. during a fresh period of three years. At the end of the sixth year it shall be submitted to revision, taking as a basis the average results produced by these Tariffs, for the purpose of then fixing, if possible, a minimum duty throughout the whole extent of the zone where the prohibition referred to in Article XCI is not in force.

The Powers have the right of maintaining and increasing the duties beyond the minimum fixed by the present Article in those regions where they already possess that right.

ARTICLE XCIII.

The distilled liquors manufactured in the regions referred to in Article XCII, and intended for inland consumption, shall be subject to an excise duty.

This excise duty, the collection of which the Powers undertake to insure as far as possible, shall not be lower than the minimum import duty fixed by Article XCII.

ARTICLE XCIV.

Signatory Powers having in Africa possessions contiguous to the zone specified in Article XC undertake to adopt the necessary measures for preventing the introduction of spirituous liquors within the territories of the said zone by their inland frontiers.

ARTICLE XCV.

The Powers shall communicate to each other, through the Office at Brussels, and according to the terms of Chapter V, information relating to the traffic in alcoholic liquors within their respective territories.

CHAPTER VII.—FINAL PROVISIONS.

ARTICLE XCVI.

The present General Act repeals all contrary stipulations of Conventions previously concluded between the Signatory Powers.

ARTICLE XCVII.

The Signatory Powers, without prejudice to the stipulations contained in Articles XIV, XXIII, and XCII, reserve the right of introducing into the present General Act later on, and by common agreement, such modifications or improvements as experience may prove to be useful.

ARTICLE XCVIII.

Powers who have not signed the present General Act shall be allowed to adhere to it.

The Signatory Powers reserve the right to impose such conditions as they may deem necessary to their adhesion.

If no conditions should be stipulated, adhesion implies acceptance of all the obligations and admission to all the advantages stipulated by the present General Act.

The Powers shall concert among themselves as to the steps to be taken to procure

the adhesion of States whose co-operation may be necessary or useful in order to insure the complete execution of the General Act.

Adhesion shall be effected by a separate Act. It shall be notified through the Diplomatic channel to the Government of the King of the Belgians, and by them to all the Signatory and adherent States.

ARTICLE XCIX.

The present General Act shall be ratified within the shortest possible period, which shall not in any case exceed one year.

Each Power shall address its ratification to the Government of the King of the Belgians, who shall give notice thereof to all the other Signatory Powers to the present General Act.

The ratifications of all the Powers shall remain deposited in the archives of the Kingdom of Belgium.

As soon as all the ratifications shall have been furnished, or at latest one year after the signature of the present General Act, their delivery shall be recorded in a Protocol which shall be signed by the Representatives of all the Powers which have ratified.

A certified copy of this Protocol shall be forwarded to all the Powers interested.

ARTICLE C.

The present General Act shall come into force in all the possessions of the Contracting Powers on the sixtieth day, counting from the day on which the Protocol provided for in the preceding Article is drawn up.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present General Act, and have thereto affixed their seal.

Done at Brussels the 2nd day of the month of July, 1890.

Annex to Article XXXIX.

LICENCE to ply the Coasting Trade on the East Coast of Africa in conformity with Article XXXIX.

Name of Vessel, with description of Form of Build and Rig.	Nationality.	Tonnage.	Port of Register.	Name of Captain.	Number of Crew.	Maximum Number of Passengers.	Limits within which Vessel is entitled to ply.	General Remarks.

The present licence must be renewed on the.....

Rank of Official who has issued the Permit:

Declaration.

The Powers assembled in Conference at Brussels, who have ratified the General Act of Berlin of the 26th February, 1885, or who have acceded thereto,

After having drawn up and signed in concert, in the General Act of this day, a collection of measures intended to put an end to the Slave Traffic by land as well as by sea, and to improve the moral and material conditions of existence of native races,

Taking into consideration that the execution of the provisions which they have adopted with this object imposes on some of them who have possessions or Protectorates in the conventional basin of the Congo, obligations which absolutely demand new resources to meet them,

Have agreed to make the following Declaration:—

The Signatories or acceding Powers who have possessions or Protectorates in the said Conventional basin of the Congo shall be able, so far as authority is required to this end, to establish duties upon imported goods, the scale of which shall not exceed a rate equivalent to 10 per cent. *ad valorem* at the port of entry, always excepting spirituous liquors, which are regulated by the provisions of Chapter VI of the General Act of this day.

After the signing of the said General Act, negotiations shall be opened between the Powers who have ratified the General Act of Berlin or who have acceded to it, in order to draw up, within a maximum limit of the 10 per cent. *ad valorem*, the system of Customs Regulations to be established in the conventional basin of the Congo.

Nevertheless it is understood:—

1. That no differential treatment or transit duty shall be established;
2. That in applying the Customs Regulations which are to be agreed upon, each Power will undertake to simplify formalities as much as possible, and to facilitate trade operations;
3. That the arrangement resulting from the proposed negotiations shall remain in force for fifteen years from the signing of the present Declaration.

At the expiration of this term, and failing a fresh Agreement, the Contracting Powers will return to the conditions provided for by Article IV of the General Act of Berlin, retaining the power of imposing duties up to a maximum of 10 per cent. upon goods imported into the conventional basin of the Congo.

The ratifications of the present Declaration shall be exchanged at the same time as those of the General Act of this day.

In faith of which the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Declaration, and have affixed hereto their seal.

Done at Brussels, the 2nd day of the month of July, 1890.

[*Note.*—The signatures will be inserted when the Act is printed with the Protocols.]

GENERAL ACT of Brussels Conference, 1889-90 ;
with Annexed Declaration.

*Presented to both Houses of Parliament by Com-
mand of Her Majesty. August 1890.*

LONDON :

PRINTED BY HARRISON AND SONS.